

(1)

(N° 95.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 24 MARS 1904.

Proposition de loi modifiant l'article 153 du Code électoral (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. WOESTE.

MESSIEURS,

La Chambre a été saisie, le 10 février, d'une proposition de MM. Liefmans et consorts, demandant que les élections législatives, au lieu d'avoir lieu le 4^e dimanche de mai, fussent fixées au 1^{er} dimanche du même mois, soit cette année le 1^{er} mai. Le motif invoqué est que le 4^e dimanche de mai tombe parfois le dimanche de la Pentecôte, et que retenir les citoyens chez eux pour prendre part ce jour-là aux élections, serait provoquer « une véritable perturbation d'habitudes et d'usages séculaires. »

La proposition a été rejetée dans la 1^{re} section par 10 voix contre 2 et 1 abstention; dans la 2^e, par 8 voix contre 5; dans la 3^e, par 5 voix contre 4 et 3 abstentions; dans la 5^e, par 11 voix et 1 abstention; dans la 6^e, par 7 voix contre 6. La 4^e section, au contraire, a adopté, « sous réserve » porte le procès-verbal, une proposition ayant pour objet d'avancer les élections de huit jours, soit de les fixer au 13^e mai. Mais, dans toutes les sections, des membres nombreux ont manifesté le désir qu'il fût tenu compte des objections résultant de la coïncidence de la fête de la Pentecôte et du jour des élections, et qu'en conséquence ce jour fût fixé au cinquième dimanche de mai, quand la fête de la Pentecôte tombe le quatrième dimanche.

Dans l'intervalle de la réunion des sections et des délibérations de la section centrale, quatre des six signataires de la proposition ont déposé

(1) Proposition de loi, n° 64.

(2) La Section centrale, présidée par M. SCHOLLAERT, était composée de MM. RUZETTE, HOYOS, FRÉDÉRIC DELVAUX, D'HUART, VERSTEYLEN, WOESTE.

une note demandant, pour le cas où la section centrale n'adopterait pas le premier dimanche de mai, de fixer cette année les élections au 15 mai. A l'appui de cette demande subsidiaire, ils ont fait valoir, d'après la note précitée, que « les commissaires d'arrondissement ont du 1^{er} au 15 mai le temps nécessaire pour transmettre les listes électorales définitives ».

La section centrale, après un débat contradictoire avec l'un des auteurs de la proposition, s'est convaincue que, dans l'état actuel de la législation, aucune des deux dates du 1^{er} et du 15 mai ne pouvait être accueillie.

Aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 31 mars 1898, combiné avec l'article 127 de la loi du 12 avril 1894, c'est au plus tard le 23 avril que les greffiers des cours d'appel transmettent aux commissaires d'arrondissement des états des arrêts passés en force de chose jugée avec les indications nécessaires pour faire les changements ordonnés par ces arrêts. Cette communication se fait-elle en une fois ou successivement? D'après les renseignements recueillis au greffe de la Cour d'appel de Bruxelles, les arrêts sont envoyés dès que le délai de quinzaine, ouvert pour les pourvois en cassation, est expiré. Il suit de là que les arrêts rendus dans les quinze jours précédant le 23 avril n'ont pas encore été transmis à cette dernière date.

Cette année, la Cour d'appel de Bruxelles s'occupe des affaires électorales du 21 mars au 23 avril inclusivement et, par suite, les décisions rendues par la Cour dans les quinze derniers jours de ses audiences électorales ne pourront être transmises aux commissaires d'arrondissement du ressort, si la loi est rigoureusement exécutée, que dans l'après-midi du samedi 23 avril. Les commissaires d'arrondissement doivent alors rectifier les listes conformément aux arrêts intervenus; il n'est pas excessif de leur laisser quelques jours pour faire ce travail avec le soin requis, et c'est pourquoi l'article 1^{er} de la loi du 31 mars 1898 a statué que ce ne serait qu'à partir du 1^{er} mai que les élections se feraient d'après les listes revisées.

Est-ce à dire que les élections puissent se faire dès le 1^{er} mai? Le penser serait oublier qu'il est un ensemble de formalités préalables à l'ouverture du scrutin, et la loi a estimé que ces formalités ne pourraient être remplies que dans un laps de temps minimum de vingt jours. L'article 144 de la loi du 28 juin 1894 dispose, en effet, que vingt jours au moins avant l'élection, le commissaire d'arrondissement transmet deux extraits certifiés exacts des listes électorales, dressées par sections, au magistrat président le premier bureau de chaque canton.

Ces vingt jours pourraient-ils être abrégés?

On ne l'a pensé ni en 1894 ni en 1898; après un examen minutieux des devoirs à accomplir, on a reconnu que ces vingt jours étaient absolument nécessaires. Et en effet, après avoir reçu les extraits des listes, le magistrat président le premier bureau du chef-lieu doit dresser le tableau des présidents pour chaque canton et les aviser de leur nomination; des empêchements peuvent se produire; il faut pourvoir alors aux vacances, de telle sorte que, 14 jours au moins avant l'élection, le magistrat puisse transmettre le tableau définitif au président du bureau principal (art. 144). Douze jours au moins avant chaque élection, les assesseurs sont désignés; ceux-ci,

avertis dans les quarante-huit heures, peuvent avoir des motifs d'excuse ; il convient alors de les remplacer (art. 146, 147) ; à cet égard, un nouveau délai est indispensable.

Ces premières formalités remplies, il est nécessaire de procéder aux présentations des candidats. Ces présentations se font au moins dix jours avant l'élection, après que le président, cinq jours avant cette date, a fait connaître le jour et heure où elles peuvent être faites (art. 163). Les présentations doivent être vérifiées ; cette vérification terminée, le bureau principal arrête la liste des candidats (art. 167). Ce n'est pas tout. Il faut laisser aux candidats le temps de désigner leurs témoins ; ils le font cinq jours avant l'élection (art. 163) ; ici encore une vérification doit être faite et éventuellement un tirage au sort (même article). Enfin, trois jours avant le scrutin, les bureaux de dépouillement sont tirés au sort (art. 178).

Il est impossible de contester sérieusement qu'à prendre ces nombreuses formalités, les vérifications qu'elles impliquent et les retards qu'elles comportent, un délai de vingt jours soit nécessaire.

Aussi, pour proposer la date du 13 mai, la note remise à la section centrale s'est-elle inspirée d'une erreur : « Les commissaires d'arrondissement, avance-t-elle, ont, du 1^{er} au 13 mai, le temps nécessaire pour transmettre les listes électorales définitives. » Sans doute, ce temps serait suffisant ; mais la note perd de vue, d'une part, que c'est avant le 1^{er} mai que le commissaire d'arrondissement doit transmettre les listes, et, d'autre part, que c'est à partir de cette date que commencent les opérations électorales, lesquelles exigent les délais susmentionnés.

Éclairé par ces rectifications, l'un des auteurs de la proposition, au sein de la section centrale, a prétendu que l'on pourrait faire marcher de pair le travail de revision des listes et celui des opérations électorales. On lui a fait remarquer aussitôt que c'était impossible, les articles 146 et 163 exigeant que les assesseurs et les témoins figurent sur les listes et réunissent les conditions exigées par ces articles. Il a été objecté à la vérité à cette réponse, qu'après que les listes ont été arrêtées le 25 avril, certaines modifications peuvent encore se produire à la suite de nouveaux arrêts provoqués par des arrêts interlocutoires ; l'observation est exacte ; mais ce sont là des faits exceptionnels, ne laissant en suspens que les droits de quelques rares citoyens, tandis qu'avant la date du 23 avril de très nombreux droits électoraux sont encore en question.

Ces raisons ont paru péremptoires à la section centrale. Il y a été ajouté que cette année les recours ont été très nombreux ; qu'il est vraisemblable que des arrêts interlocutoires interviendront dans la période du 21 mars au 25 avril, et que, dès lors, avancer la date des élections jusqu'au 13 mai et, à plus forte raison, jusqu'au 1^{er} mai, serait s'exposer à laisser indécis jusqu'après le jour du scrutin le sort électoral des citoyens contestés.

Ils restait, dès lors, à choisir entre la date du 22 mai et celle du 29 mai, recommandée dans toutes les sections.

La Section centrale, par 6 voix et 1 abstention, a été d'avis qu'il y avait lieu de tenir compte des mécontentements que susciterait la fixation du

jour du scrutin au dimanche de la Pentecôte, et elle s'est ralliée à la proposition consistant à reculer les élections jusqu'au cinquième dimanche de mai, lorsque le quatrième dimanche coïncide avec la fête de la Pentecôte. Il y avait d'autant moins lieu d'écarter cette proposition que quand le 1^{er} mai tombe un lundi, le quatrième dimanche ne survient que le 28; cette année, si la proposition est adoptée, les élections auront lieu le 29.

Une seule objection a été faite contre ce recul; on a dit que de nombreux ouvriers allant travailler en France ne pourraient pas prendre part au scrutin. Cette question a été débattue à maintes reprises; il a été établi que, quelle que soit l'époque choisie, l'inconvénient résultant de l'absence d'un certain nombre de nos concitoyens ne pouvait être évité; que le départ d'ouvriers pour la France ne se produit que dans de rares arrondissements, et qu'ici, comme en toutes choses, il faut, lorsqu'on adopte une mesure, mettre dans la balance de nos décisions les avantages et les désavantages et voir lesquels des uns ou des autres sont les plus graves et les plus nombreux. Ces absences d'ailleurs ne sont pas motivées par un acte de l'autorité publique; elles sont volontaires; aussi ceux qu'elles concernent ne pourraient-ils se plaindre des conséquences électorales qu'elles entraînent.

La section centrale a été unanimement d'avis que, si les élections législatives ont lieu le 29 mai, il convenait de reculer aussi de huit jours les élections provinciales, afin que celles-ci ne coïncident pas avec la solennité de la Fête-Dieu.

En conséquence, la section centrale a l'honneur de proposer à la Chambre les deux dispositions suivantes :

I. — Ajouter à l'article 153 de la loi du 28 juin 1894, modifiée par la loi du 31 mars 1898, ces mots : « à moins que ce jour ne soit le dimanche de la Pentecôte, auquel cas la réunion des collèges électoraux aura lieu le dimanche suivant ».

II. — Ajouter à l'article 4 de la loi du 22 avril 1898 sur les élections provinciales, ces mots : « à moins que les élections législatives n'aient eu lieu le second dimanche de mai, cas auquel les élections provinciales n'ont lieu que quinze jours après ».

« Dans le cas où les élections provinciales tombent le jour de la Pentecôte, elles ont lieu le dimanche suivant. »

I. — Aan artikel 153 der wet van 28 Juni 1894, gewijzigd door de wet van 31 Maart 1898, de volgende woorden toe te voegen : « tenzij deze dag valt op Pinksterzondag, in welk geval de kiescolleges vergaderen op den volgenden Zondag ».

II. — Aan artikel 4 der wet van 22 April 1898 op de verkiezingen voor de provincië, de volgende woorden toe te voegen : « tenzij de verkiezingen voor de wetgevende Kamers op den tweeden Zondag van Mei hebben plaats gehad, in welk geval de verkiezingen voor de provincie vijftien dagen later geschieden. »

« Vallen de verkiezingen voor de provincie samen met Pinksterzondag, dan wordt daartoe den volgenden Zondag overgegaan. »

Le Rapporteur,

CH. WOESTE.

Le Président,

F. SCHOLLAERT.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 24 MAART 1904.

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 153 van het Kieswetboek (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER WOESTE.

MIJNE HEREN,

Den 10ⁿ Februari laatstleden werd door de heeren Liefmans en medeleden ter Kamer ingediend een voorstel waarbij wordt gevraagd dat de verkiezingen voor de Wetgevende Kamers, in stede van den 4^{en} Zondag van Mei, zouden plaats hebben den 1^{en} Zondag van die maand, zijnde dit jaar den 1ⁿ Mei. De daartoe ingeroepen reden is, dat de 4^e Zondag van Mei valt op Pinksterzondag, en dat het « eene wezenlijke stoornis zou verwekken in eeuwenoude gewoonten en gebruiken », zoo men de burgers dien dag te huis hield om te gaan kiezen.

In de 1^{ste} afdeeling werd het voorstel verworpen met 10 stemmen tegen 2 en 1 onthouding; in de 2^e, met 8 stemmen tegen 5; in de 3^e, met 3 stemmen tegen 4 en 3 onthoudingen; in de 5^e, met 11 stemmen en 1 onthouding; in de 6^e, met 7 stemmen tegen 6. Daarentegen werd door de 4^e afdeeling « zonder voorbehoud », zegt het proces-verbaal, ingestemd met een voorstel, strekkend om de verkiezingen acht dagen te vervroegen, dat is ze te bepalen op 15ⁿ Mei. Doch in al de afdeelingen hebben talrijke leden den wensch geuit dat er rekening zou worden gehouden met deze tegenwerping, dat dit jaar het Pinksterfeest samenvalt met de verkiezingen, en dat bijgevolg de dag der verkiezing zou zijn de vijfde Zondag van Mei telkenmale Pinksterfeest den vierden Zondag komt.

In den tijd tusschen de vergadering der afdeelingen en de beraadslagingen der Middenafdeeling, hebben vier van de zes onderteekenaars van het voorstel eene nota overgelegd, waarbij wordt gevraagd dat in geval de Middenafdeeling niet zou instemmen met den eersten Zondag van Mei, de verkiezingen dit jaar zouden plaats hebben den 15ⁿ Mei. Tot staving van deze ondergeschikte vraag deden zij, volgens bovenbedoelde nota, gelden dat

(1) Wetsvoorstel, n^o 61.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer SCHOLLAERT, bestond uit de heeren RUZETTE, HOYOIS, FREDERIK DELVAUX, d'HUART, VERSTEYLEN, WOESTE.

« de arrondissements-commissarissen van 1 tot 15 Mei tijds genoeg hebben om de voorgoed opgestelde kiezerslijsten over te maken. »

Na eene beraadslaging met een der voorstellers, kwam de Middenafdeeling tot de overtuiging dat, gezien onze bestaande wetten, geen van beide datums, 1 of 15 Mei, was aan te nemen.

Krachtens artikel 1 der wet van 31 Maart 1898, gepaard met artikel 127 der wet van 12 April 1894, is het ten laatste den 25ⁿ April dat door de griffiers der hoven van beroep worden overgemaakt aan de arrondissements-commissarissen de staten der arresten, in kracht van gewijsde gegaan, met de noodige aanduidingen tot het doen van de veranderingen, door die arresten bevolen. Geschiedt deze mededeeling in éénmaal of wel achtereenvolgens? Naar inlichtingen, ingewonnen ter griffie van het Brusselsche Hof van beroep, worden de arresten verzonden zoodra het vijftiendagsch tijdsverloop, toegestaan voor het beroep in cassatie, is verstreken. Daaruit volgt, dat de arresten, uitgebracht in den loop van de vijftien dagen die den 25ⁿ April voorafgaan, op laatstgemelden datum nog niet zijn overgemaakt.

Dit jaar behandelt het Brusselsche Hof van beroep de kieszaken van den 21ⁿ Maart af tot en met den 23ⁿ April; bijgevolg kunnen de beslissingen, door het Hof uitgebracht binnen de vijftien dagen dat het zit voor kieszaken, eerst in den namiddag van Zaterdag 23 April worden overgemaakt aan de arrondissements-commissarissen binnen het gebied, zoo de wet stipt wordt uitgevoerd. Dan hebben de arrondissements-commissarissen de lijsten terecht te wijzen, ingevolge de uitgebrachte arresten; het is geenszins overdreven hun enkele dagen te laten, om dat werk te verrichten met de vereischte zorg, en daarom bepaalt artikel 1 der wet van 31 Maart 1898, dat eerst te beginnen met 1^{ste} Mei de verkiezingen zouden geschieden volgens de herziene lijsten.

Beteekent dit dat de verkiezingen reeds den 1^{oo} Mei kunnen geschieden? Wie dat denkt, vergeet dat er vóór den aanvang der kiesverrichtingen allerhande formaliteiten zijn te vervullen, en naar den geest der wet kunnen zij slechts worden nagekomen in een tijdsbestek van minstens twintig dagen. Trouwens, artikel 144 der wet van 28 Juni 1894 zegt dat, ten minste twintig dagen vóór de verkiezing, door den arrondissements-commissaris twee voor echt verklaarde uittreksels uit de kiezerslijsten, bij wijken opgemaakt, worden toegestuurd aan den magistraat die voorzitter is van het eerste bureel in ieder kanton.

Kunnen die twintig dagen worden ingekort?

Zoo dacht men er niet over in 1894 en evenmin in 1898; na nauwkeurig te hebben onderzocht welke plichten zijn te vervullen, bevond men dat die twintig dagen volstrekt noodzakelijk waren. Immers, nadat de magistraat, voorzitter van het eerste bureel in de hoofdplaats, de uittreksels uit de lijsten ontving, heeft hij de tabel der voorzitters voor elk kanton op te maken en aan die voorzitters hunne benoeming te beteekenen; er kan verhindering ontstaan, en dan moet worden voorzien in de openstaande plaatsen, derwijze dat de magistraat de voorgoed opgemaakte tabel minstens veertien dagen vóór de verkiezing kan sturen aan den voorzitter van het hoofdbureel (art. 144). Ten minste twaalf dagen vóór iedere verkiezing, worden

de bijzitters aangeduid; verwittigd binnen acht en veertig uren, kunnen zij redenen inbrengen om te worden ontslagen, en dan hoeven zij te worden vervangen (art. 146, 147); daartoe is een nieuw tijdsbestek noodig.

Zijn eenmaal deze eerste formaliteiten vervuld, dan is het noodig de candidaten voor te dragen. Dit geschiedt minstens tien dagen vóór de verkiezing, nadat de voorzitter, vijf dagen vóór dien datum, dag en uur tot deze voordracht heeft bepaald (art. 163). De voordracht moet worden nagezien; is dit gedaan, dan stelt het hoofdbureel de lijst der candidaten vast (art. 167). Dit is niet alles. Men moet den candidaten tijd gunnen om hunne getuigen aan te duiden; dat doen zij vijf dagen vóór de verkiezing (art. 165); hier nogmaals dient te worden nagezien en, in voorkomend geval, te worden uitgeloot (zelfde artikel). Eindelijk, drie dagen vóór de verkiezing, worden de bureelen tot stemopneming uitgeloot (art. 178).

Het valt niet ernstig te betwisten, dat er voor die verschillende formaliteiten, het nazicht dat zij vergen en de vertraging die zij veroorzaken, twintig dagen noodig zijn.

Ook gingen de opstellers van de nota aan de Middenafdeeling, waarbij de datum van 15ⁿ Mei wordt voorgesteld, uit van eene dwaling, wanneer zij zeggen: « De arrondissements-commissarissen hebben van 1 tot 15 Mei tijds genoeg om de voorgoed opgestelde kiezerslijsten op te maken ». Die tijd ware ongetwijfeld toereikend; doch, eenerzijds, verliest de nota uit het oog dat de arrondissements-commissaris de lijsten moet overmaken vóór den 1ⁿ Mei, en, anderzijds, dat op dien datum de kiesverrichtingen aanvangen, en deze vergen de bovenvermelde tijdsbestekken.

Door deze terechtwijzing ingelicht, beweerde een der voorstellers in de Middenafdeeling dat het herzien van de lijsten en de kiesverrichtingen terzelfder tijd zouden kunnen geschieden. Dadelijk deed men hem het onmogelijke daarvan opmerken, vermits bij artikelen 146 en 165 wordt geëischt dat bijzitters en getuigen worden vermeld op de lijsten en beantwoorden aan de voorwaarden, door deze artikelen gesteld. Wel is waar werd tegen dit antwoord ingebracht dat, nadat de lijsten den 23ⁿ April werden opgemaakt, er nog sommige veranderingen kunnen aan toegebracht worden, ten gevolge van nieuwe arresten, uitgelokt door voorloopige arresten. Deze opmerking is gegrond, doch dit zijn uitzonderlijke feiten, waardoor de rechten van slechts weinige burgers hangend blijven, terwijl vóór 23 April talrijke zaken over kiesrecht nog niet zijn afgehandeld.

De Middenafdeeling achtte deze redenen afdoende. Er werd ook aangeteekend; dat er waarschijnlijk voorloopige arresten zullen geveld worden van 21 Maart tot 23 April, en dat, zoo de datum der verkiezingen werd vervroegd tot 15 Mei, en, nog meer, zoo de datum van 1 Mei werd bepaald, men allicht tot na den dag der verkiezing den toestand van betwiste kiezers onopgelost zou laten.

Dus bleef de keus tusschen den datum van 22 en dien van 29 Mei. Laatstgemelde werd in al de afdeelingen aanbevolen.

Met 6 stemmen en 1 onthouding, oordeelde de Middenafdeeling dat er rekening diende te worden gehouden met het misnoegen dat de verkiezing op

Pinksterzondag zou verwekken, en zij vereenigde zich met het voorstel om de verkiezingen te verschuiven tot den vijfden Zondag van Mei. telkenmale het Pinksterfeest samentreft met den vierden Zondag. Des te minder reden bestond er om dit voorstel af te wijzen, daar, wanneer de 1^{ste} Mei een Maandag is, de vierde Zondag eerst den 28ⁿ komt: wordt het voorstel aangenomen, dan geschieden de verkiezingen dit jaar den 29^{en}.

Tegen deze verschuiving werd een enkel bezwaar ingebracht; er is gezegd dat tal van werklieden, die naar Frankrijk gaan arbeiden, geen deel kunnen nemen aan de verkiezing. Herhaaldelijk werd deze zaak behandeld; er is bewezen dat, welk tijdstip men ook aanneemt, het bezwaar ten gevolge van afwezendheid van sommigen onzer medeburgers niet is te vermijden; dat uit slechts weinig arrondissementen werklieden naar Frankrijk trekken, en hier, evenals voor alle zaken, bij het nemen van een maatregel de voordeelen en de nadeelen moeten worden gewikt en gewogen, om te zien welke van beide het zwaarst wegen en het talrijkst zijn. Overigens wordt die afwezendheid niet verwekt door eene daad van de openbare overheid; 't is eene vrijwillige afwezendheid, zoodat zij wien zij geldt, niet hebben te klagen over de gevolgen die zij medebrengt in zake van verkiezing.

Eenparig was de Middenafdeeling van oordeel dat, worden de verkiezingen voor de Kamers op den 29ⁿ Mei gesteld, die voor de provincieraden insgelijks acht dagen later moeten plaats grijpen, opdat deze laatste niet zouden samentreffen met het feest van H. Sacramentsdag.

Bijgevolg heeft de Middenafdeeling de eer aan de Kamer de twee volgende bepalingen voor te stellen:

I. — Ajouter à l'article 155 de la loi du 28 juin 1894, modifiée par la loi du 31 mars 1898, ces mots : « à moins que ce jour ne soit le dimanche de la Pentecôte, auquel cas la réunion des collèges électoraux aura lieu le dimanche suivant ».

II. — Ajouter à l'article 4 de la loi du 22 avril 1898 sur les élections provinciales, ces mots : « à moins que les élections législatives n'aient eu lieu le second dimanche de mai, cas auquel les élections provinciales n'ont lieu que quinze jours après ».

« Dans le cas où les élections provinciales tombent le jour de la Pentecôte, elles ont lieu le dimanche suivant. »

I. — Aan artikel 155 der wet van 28 Juni 1894, gewijzigd door de wet van 31 Maart 1898, de volgende woorden toe te voegen : « tenzij deze dag valt op Pinksterzondag, in welk geval de kiescolleges vergaderen op den volgenden Zondag ».

II — Aan artikel 4 der wet van 22 April 1898 op de verkiezingen voor de provincie, de volgenden woorden toe te voegen : « tenzij de verkiezingen voor de wetgevende Kamers op den tweeden Zondag van Mei hebben plaats gehad, in welk geval de verkiezingen voor de provincie vijftien dagen later geschieden ».

« Vallen de verkiezingen voor de provincie samen met Pinksterzondag, dan wordt daartoe den volgenden Zondag overgegaan. »

De Verslaggever,

C. WOESTE.

De Voorzitter,

F. SCHOLLAERT.